

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE LE MANS SARTHE

1 Boulevard René Levasseur CS 91435

72014 LE MANS Cedex 2

www.lemans.sarthe.cci.fr

02.43.21.00.00

187 200 928 00013

Profil acheteur : (PLACE) www.marches-publics.gouv.fr

CREATION SITE WEB FORMATION CCI LE MANS

MARCHE N° 2025 RTPN 5032

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES (CCAP)**

Marché public de prestations intellectuelles

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU MARCHÉ	3
ARTICLE 2	PROCÉDURE DE PASSATION	3
ARTICLE 3	DURÉE DU MARCHÉ	3
ARTICLE 4	PIÈCES CONTRACTUELLES.....	4
ARTICLE 5	COORDINATION DU SUIVI CONTRACTUEL	4
5.1	Prise en compte par le titulaire de l'organisation	4
5.2	Revue de contrat du marché.....	4
ARTICLE 6	TECHNIQUE D'ACHATS	4
ARTICLE 7	RÉMUNÉRATION	5
7.1	Contenu des prix.....	5
7.2	Mois d'établissement des prix	5
7.3	Nature du prix	5
7.4	Variation du prix.....	5
7.5	Application de la valeur à taxe ajoutée.....	6
7.6	Clause de sauvegarde	6
ARTICLE 8	MODIFICATION DE MARCHÉ	6
ARTICLE 9	PÉNALITÉS AVEC EFFET NON LIBERATOIRE	7
ARTICLE 10	OBLIGATION DE DISCRÉTION.....	7
ARTICLE 11	ASSURANCE.....	7
ARTICLE 12	MODALITÉS DE RÈGLEMENT.....	7
12.1	Paieement	7
12.2	Echéance.....	8
12.3	Modalités de transmission de la facturation	8
ARTICLE 13	DISPOSITIONS GÉNÉRALES	8
13.1	Mise en Œuvre.....	8
13.2	Cession.....	8
13.3	Sous-traitance.....	8
13.4	Collecte des attestations de conformité	8
ARTICLE 14	PROPRIETE INTELLECTUELLE	9
14.1	Utilisation des résultats	9
14.2	Régime des résultats	10
14.3	Droits du titulaire.....	10
14.4	Exercice des droits de la CCI.....	10
ARTICLE 15	PROBITE	11
ARTICLE 16	DÉROGATIONS AU CCAG-TIC.....	11

ARTICLE 1 OBJET DU MARCHÉ

La présente consultation concerne la création d'un site web pour promouvoir l'ensemble du catalogue de formation de la [CCI du Mans et de la Sarthe](#).

Il s'agit des besoins identifiés à la date du lancement du marché, ce qui ne préjuge pas de besoins ultérieurs de la CCI.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées au CCTP (cahier des clauses techniques particulières).

Le marché est décomposé en trois lots :

- Lot 1 : Webdesign
- Lot 2 : Développement Technique
- Lot 3 : Redirection

Le candidat peut répondre à un ou plusieurs lots. Chaque lot sera attribué séparément et donnera lieu, à l'établissement d'un marché distinct. La CCI n'autorise pas les opérateurs économiques à présenter des offres variables selon le nombre de lots susceptibles d'être obtenus.

ARTICLE 2 PROCÉDURE DE PASSATION

Cette consultation en procédure adaptée est soumise aux dispositions des articles R2123-1 à R2123-7 du Code de la commande publique.

ARTICLE 3 DURÉE DU MARCHÉ

Durée du marché

Le marché prend effet à compter de la date de sa notification.

Le marché a une durée d'un an renouvelable 3 fois par tacite reconduction par période d'un an, sans que la durée totale excède 4 ans. Le titulaire ne pourra pas s'opposer aux reconductions éventuelles.

Si la CCI décide de ne pas reconduire le marché, elle le notifiera au titulaire par écrit, au moins trois (3) mois avant la fin de la durée de validité. Cette décision de non-reconduction ne donnera droit à aucune indemnité.

Particularité du lot 2

Une année de garantie est due à compter de la date de l'admission des prestations. La tierce maintenance applicative (TMA) court à compter de la date échéante de la garantie, la TMA est annuelle sur une durée maximale de 4 ans.

Délais d'exécution

Le planning général est décrit lot par lot à la DPGF – planning. Le planning général intègre les phases de validation CCI, les congés et jours fériés.

Le candidat prévoit les moyens humains nécessaires pour garantir le respect du planning. Le candidat peut proposer une articulation temporelle différente que celle décrite au DPGF – Planning, il la remet dans son offre et justifie l'avantage de sa proposition. En tout état de cause, cette articulation respecte la date de départ et d'arrivée.

- Lot 1 : du 8 septembre 2025 au 9 janvier 2026,
- Lot 2 : du 12 janvier 2026 au 6 novembre 2026,
- Lot 3 : du 31 août 2026 au 21 octobre 2026.

Le marché prendra fin soit :

- A l'échéance maximale toutes reconductions comprises,
- En cas de dépassement du montant maximal,
- Au terme d'une période après notification expresse de la décision de non-reconduction.

Le pouvoir adjudicateur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, par dérogation à l'article 51 du CCAG TIC, le titulaire n'a pas droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du

fait de cette décision. La décision de résiliation du marché est notifiée au(x) titulaire(s). La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

Conformément à l'article 41 du CCAG TIC, relatif à l'arrêt de l'exécution des prestations, à la fin d'une période de transition (phase), l'arrêt de l'exécution des prestations peut être décidé par la CCI, soit de sa propre initiative, soit à la demande du titulaire, à la condition que la prestation couvrant la période de transition (phase) soit identifiée dans les documents particuliers du marché (CCTP) et assortie d'un montant (DPGF). L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché. La résiliation n'ouvre droit pour le titulaire à aucune indemnité.

ARTICLE 4

PIÈCES CONTRACTUELLES

Le marché est soumis aux règles du Code de la commande publique.

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après par ordre de priorité décroissante. En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre ci-après :

- L'acte d'engagement (AE),
- Le bordereau de prix,
- Le montant global et forfaitaire, les prix unitaires y figurant, et le planning général,
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP),
- Le Cahier des Clauses techniques Particulières (CCTP) et ses annexes,
- Annexe RGPD,
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG-TIC) du 30 mars 2021. Cette pièce, non-jointe au dossier, est réputée connue du fournisseur,
- Les actes spéciaux type avenants, postérieurs à la notification du marché,
- Le fichier, éventuel, de question réponse échangé sur PLACE,
- Offre technique et financière du titulaire.

ARTICLE 5

COORDINATION DU SUIVI CONTRACTUEL

5.1 Prise en compte par le titulaire de l'organisation

Principe général :

Le présent marché est contracté par la CCI. La CCI met en place une structure de coordination permettant de faciliter la relation avec le titulaire. Le titulaire doit prendre en compte cette structure de coordination, qui s'appuie sur l'interlocuteur suivant :

L'interlocuteur référent de la CCI est :

Clément Desnoë
Chargé de projets digitaux
T. 02 43 21 00 00 - P. 07 63 45 40 65
clement.desnoe@lemans.cci.fr

Le coordonnateur est notamment chargé des missions suivantes :

- Piloter la relation avec le titulaire du marché
- Assurer un suivi consolidé de la qualité du service rendu

Responsable de compte du titulaire

Le titulaire désignera un responsable de compte. Il sera l'interlocuteur privilégié du coordonnateur. Il est le garant au niveau de la qualité des prestations fournies dans le cadre du marché.

5.2 Revue de contrat du marché

Une revue de contrat annuelle est organisée à l'initiative du candidat. Cette réunion permet de revenir sur le volume d'affaires effectué, sur les éventuelles difficultés rencontrées, ou encore sur les innovations liées à l'objet du marché.

ARTICLE 6

TECHNIQUE D'ACHATS

Il s'agit d'un accord cadre suivant les dispositions des articles R2162-1 à R2162-14 du Code de la commande publique, mono-attributaires par lot.

Le marché s'exécute dans un premier temps forfaitairement pour ce qui concerne la création du socle, puis s'exécute sur la base de bons de commande voire de marchés subséquents pour d'éventuels autres développements après admission du site web. Ces bons de commande, voire marchés subséquents potentiels, seront établis au fur et à mesure de la survenance des besoins et uniquement pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

La partie forfaitaire est rémunérée selon les prix indiqués à la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF).

Les parts de bons de commande, voire de marchés subséquents, s'exécute selon les prix unitaires détaillés à la DPGF, ou aux prix unitaires fixés au Bordereau de prix (BP).

Les marchés subséquents correspondent aux commandes ultérieures dont les caractéristiques et les modalités d'exécution n'ont pas été fixées initialement. Ils seront exécutés au moyen de bons de commande après remise du devis dans le respect des prix unitaires contractuels.

Le marché est conclu sans minimum, et avec un montant maximum global de 143 000 € HT, tous lots confondus, toutes reconductions éventuelles et prestations similaires comprises, correspondant au seuil des procédures formalisées.

Un bon de commande comporte au minimum les mentions suivantes :

- le numéro du marché,
- la date d'émission et le n° du bon de commande,
- la nature des prestations commandées,
- le lieu de livraison,
- les montants HT, TTC et le taux de TVA appliqué,
- l'adresse de facturation.

ARTICLE 7 RÉMUNÉRATION

7.1 Contenu des prix

Les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution de la prestation y compris le transport, l'emballage, la manutention, les frais généraux, frais d'assurance, impôts, taxes et redevances de toute nature.

Ils tiennent compte notamment de toutes les charges et de tous les aléas pouvant résulter de l'exécution du marché, y compris celles qui n'ont pas été explicitement décrits, mais qui sont néanmoins nécessaires pour l'exécution de la prestation.

La monnaie de compte du marché est l'euro pour toutes les parties prenantes.

Avant toute exécution de la prestation, le devis devra être accepté par le pouvoir adjudicateur concerné par l'intermédiaire d'une commande.

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des contraintes techniques de tout ordre, et d'en avoir tenu compte dans l'établissement de sa proposition.

La facturation mentionne le numéro de marché.

7.2 Mois d'établissement des prix

Le mois d'établissement du prix initial est le mois de la date limite de remise des offres. Ce mois est appelé « mois zéro » ou « M0 ».

7.3 Nature du prix

Le prix des prestations est unitaire et parfois forfaitaire, définitif et révisable.

L'actualisation s'effectue dans le strict cadre de l'article R2112-11 du Code de la commande publique.

7.4 Variation du prix

Le prix du marché est invariable la première année de marché.

Le prix est révisable annuellement à chaque date anniversaire du contrat.

Le prix est révisé, où le cas échéant actualisé, selon la formule suivante :

$$P = 0.10 + [0.90 \times [Po \times It / Io]]$$

Où

P = Prix révisé

Po = Prix initial du marché

It = Dernière valeur connue de l'indice SYNTEC
Io = Valeur de ce même indice à la date Mo

7.5 Application de la valeur à taxe ajoutée

Les montants des comptes sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'exécution de la prestation.

7.6 Clause de sauvegarde

La CCI se réserve le droit de résilier, de plein droit et sans indemnité, sous préavis de 2 mois, le présent marché après la date de variation des prix dès lors que l'évolution moyenne de l'ensemble des prix pratiqués au titre du marché entraînerait une augmentation de plus de 5% par rapport aux tarifs précédemment proposés par le titulaire, et sans que le dialogue ouvert entre les deux parties n'ait pu aboutir à un consensus.

La variation à la baisse n'est pas limitée.

ARTICLE 8 MODIFICATION DE MARCHÉ

Toute modification survenant pendant l'exécution du présent marché ne sera effective qu'après la signature d'un document de modification de marché entre les parties.

Des prestations complémentaires, supplémentaires ou similaires pourront être demandées au titulaire du marché dans les conditions suivantes :

- Par voie de prestations complémentaires :

Par application des dispositions des articles R2194-1 à R2194-9 du Code de la commande publique, la CCI se réserve la possibilité de conclure ultérieurement une ou plusieurs modifications de marché avec le titulaire du présent marché pour des prestations n'y figurant pas, non prévues au départ ou devenues nécessaires, à la suite de circonstances imprévues, à la réalisation du présent marché. Le montant cumulé des prestations complémentaires ne doit pas dépasser 50 % du marché initial.

- Par voie de prestations similaires :

Conformément à l'article R2122-7, la CCI peut passer un marché de services sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire d'un marché précédent passé après mise en concurrence. Le premier marché doit avoir indiqué la possibilité de recourir à cette procédure pour la réalisation de prestations similaires. Sa mise en concurrence doit également avoir pris en compte le montant total envisagé, y compris celui des nouveaux services. Lorsqu'un tel marché est passé par un pouvoir adjudicateur, la durée pendant laquelle les nouveaux marchés peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du marché initial.

- Par voie de la clause de réexamen :

Par application des dispositions de l'article R2194-1 du Code de la commande publique, la CCI se réserve la possibilité de conclure ultérieurement une ou plusieurs modifications de l'accord-cadre avec le titulaire ou les titulaires du présent accord-cadre pour des prestations faisant l'objet de bon de commande ou de marchés subséquents prévus dans l'accord-cadre initial. Ces modifications interviennent lorsque, dans le cadre du présent accord-cadre, le ou les montants maximums fixés initialement ont été atteints en raison de circonstances imprévues, d'une augmentation de la demande, ou dans le cadre de prestations qui n'étaient pas prévues initialement.

Ces modifications prendront la forme d'un avenant soumis à l'accord préalable du ou des titulaires fixant les modalités de la mise en œuvre, des nouveaux montants maximums des bons de commande ou des marchés subséquents. La clause de réexamen n'a pas pour effet de remettre en concurrence les opérateurs économiques au présent accord-cadre ou de modifier les règles de publicité initiales.

La CCI s'autorise la modification du contrat sans condition de montant pour s'adapter aux conditions économiques et techniques des matières premières et de l'énergie, dans la limite d'un changement de la nature globale du contrat. Le champ d'application et la nature des modifications ou options envisageables ainsi que les conditions dans lesquelles il peut en être fait usage sont les suivantes :

- Evènement imprévisible, extérieur aux parties et d'ampleur conduisant à une hausse des prix de matières ou d'énergie ou des difficultés d'approvisionnement, voire de pénurie impactant les conditions d'exécution et ou impactant la qualité des prestations

La CCI détermine le seuil de déclenchement à 10% d'augmentation des prix. La CCI et le titulaire entament un dialogue ; sur la base d'un mémoire justifiant la hausse des prix, ou les difficultés d'approvisionnement, ainsi que l'impact économique sur sa marge nette bénéficiaire au regard de l'équilibre économique initial du contrat ; concourant à une fixation consensuelle d'une solution afin d'adapter les conditions d'exécution ou des prix selon les cas.

ARTICLE 9 PÉNALITÉS AVEC EFFET NON LIBÉRATOIRE

Les pénalités commencent à courir dès la première journée de retard, jusqu'au jour de rétablissement de la prestation. Toute fraction de journée compte pour une journée de pénalité.

Par dérogation aux articles 14 et suivant du CCAG-TIC, il n'est pas prévu de montant minimum et maximum, ni de montant d'exonération, de pénalités. Les pénalités s'appliquent au contrat et à ses éventuels avenants. Les pénalités sont avec effet non libératoire. L'application des pénalités de retard est un droit contractuel de la CCI, auquel elle peut renoncer unilatéralement par décision motivée. La TVA n'est pas applicable aux pénalités.

Le titulaire est déchargé de toute responsabilité si les retards sont la conséquence de faits relevant de la force majeure ou de cas fortuits, dans les termes de l'article 1218 du Code civil, et de faits qui engagent la responsabilité de la CCI.

Dans le cadre de l'article 50.1.c du CCAG TIC et par dérogation à l'article 50.2 du CCAG TIC, passé un délai d'un mois ouvré de retard, la CCI se réserve le droit de résilier le marché aux torts du titulaire, et sans mise en demeure préalable, sauf si les retards sont imputables à la CCI.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-TIC, lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, et par période précisée dans les développements ci-après, les pénalités suivantes :

Non-respect d'un délai contractuel :

En cas de retard, il sera appliqué une pénalité par jour de retard de : 200 € forfaitaire net.

Non-respect d'une disposition relative aux méthodes proposées par le candidat dans son mémoire technique :

En cas de manquement, il sera appliqué une pénalité par constatation de : 100 € forfaitaire net.

Absence de remise des justificatifs demandés avec la grille RSE :

En cas d'absence de remise des justificatifs de la grille RSE lors de chaque revue annuelle du marché, il sera appliqué une pénalité forfaitaire au titulaire d'un montant de 1 000 € HT.

ARTICLE 10 OBLIGATION DE DISCRÉTION

Le titulaire, qui à l'occasion du présent marché reçoit communication de renseignements ou documents, est tenu de maintenir confidentielle cette communication.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuelles encourues, la CCI peut procéder à la résiliation du marché aux torts du titulaire.

ARTICLE 11 ASSURANCE

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de la CCI, des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Pour justifier de ces garanties, le titulaire doit fournir une attestation d'assurance d'une compagnie notoirement solvable, portant mention de la durée de validité et de l'étendue des garanties.

ARTICLE 12 MODALITÉS DE RÈGLEMENT

12.1 Paiement

Les factures seront adressées, idéalement par numéro, à la Direction Financière de la CCI, en un original et une copie, portant outre les mentions légales, le numéro du marché.

Le montant de la facture sera détaillé.

12.2 Echéance

Le règlement s'effectue par virement bancaire 30 jours fin de mois date de facturation.

12.3 Modalités de transmission de la facturation

Les factures sont déposées sur **Chorus Portail Pro** https://chorus-portail-pro.finances.gouv.fr/chorus_portail_pro/

Pour ce faire, vos factures dématérialisées devront comporter les informations suivantes :

- Le **numéro de SIRET 187 200 928 000 13**
- Le **numéro d'engagement** que vous trouverez sur le bon de commande – **facultatif**,
- **N° de marché : 2025RTPN5032 – Lot n°...**

Vous pouvez, pour plus d'information, consulter le site Communauté Chorus Pro, dédié à la préparation à la facturation électronique. Nous restons également à votre disposition pour toute question sur la mise en place de la facturation électronique.

ARTICLE 13 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Mise en Œuvre

Le titulaire s'engage :

- A exécuter les prestations du marché conformément aux dispositions des documents du marché et suivant le calendrier convenu entre les parties,
- A respecter les exigences spécifiées dans les documents du marché,
- A garantir la continuité de service du marché,
- A exécuter ses obligations avec tout le soin et la diligence nécessaires et à respecter les règles et méthodes de la CCI,
- A informer rapidement la CCI de toute difficulté empêchant la mise en œuvre du marché,
- A garantir la continuité de service (la bonne exécution des prestations dépend essentiellement des personnes qui s'y trouve nommément désignée pour assurer la conduite du marché et si cette personne n'est plus en mesure de remplir sa mission, le titulaire doit en aviser immédiatement la CCI, et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise. A ce titre, obligation lui est faite de désigner un remplaçant et d'en communiquer le nom et les titres à la CCI dans les délais indiqués.

13.2 Cession

Le marché est conclu en stricte considération de la personne du fournisseur. Par conséquent, il ne peut être cédé par le fournisseur à un tiers sans l'accord préalable de la CCI.

13.3 Sous-traitance

En cas de sous-traitance d'une partie des prestations du présent marché, le titulaire devra, au préalable, en informer, par tout moyen, la CCI aux fins d'agrément éventuel. En cas de sous-traitance, la facture présentée par le titulaire devra comprendre la quote-part du sous-traitant agréé.

Par ailleurs, le titulaire du marché doit faire connaître à la CCI le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

13.4 Collecte des attestations de conformité

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Il devra également être en mesure de fournir tous les mois le certificat attestant la souscription des déclarations et les paiements correspondants aux impôts sur le revenu, sur les sociétés et à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), délivré par l'administration fiscale.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>

Pour cela, le titulaire indique une adresse mail dans son mémoire technique, celle-ci recevra les sollicitations pour mises à jour des attestations réglementaires de conformité. Le titulaire s'engage à fournir les attestations obligatoires selon périodes légalement définies.

A défaut, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire. Ainsi la CCI pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 14 PROPRIETE INTELLECTUELLE

Conformément à l'article 35 du CCAG-TIC, L'admission du site (et ses composantes, fonctionnalités, ...) acquis par la CCI entraîne le transfert de leur propriété.

14.1 Utilisation des résultats

Les résultats désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui sont réalisés dans le cadre des prestations du marché, tels que, notamment, les œuvres de l'esprit (en ce compris les logiciels et leur documentation), les bases de données, les marques dessins ou modèles, noms de domaine et autres signes distinctifs, les inventions brevetables ou non au sens du code de la propriété intellectuelle, les données et les informations, et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image ou à la voix des personnes ou le droit à l'image des biens.

Les résultats comprennent les éléments réalisés par le titulaire dès l'appel à la concurrence de la CCI en vue de la remise d'une offre et qui sont liés directement à l'objet du présent marché.

Les résultats couvrent ce qui est élaboré dans le cadre du marché, c'est-à-dire tout ce qui est livré dans le cadre du marché sauf les connaissances antérieures (standards ou non - définies au 43.2 et 43.3 du CCAG-TIC).

Il peut s'agir des paramétrages d'un logiciel, de développements spécifiques, d'un nouveau logo, d'une formation sur-mesure, d'un procédé nouveau issu d'une prestation de R&D etc. Les notions d'œuvre de l'esprit, de marque, de brevet et de dessins et modèles etc., sont définies par le code de la propriété intellectuelle.

Un logo proposé par le soumissionnaire dans son offre peut être considéré comme un résultat, dès lors qu'il a été conçu pour répondre aux besoins de la CCI et que le marché est attribué à ce titulaire.

Dès lors que le titulaire envisage d'utiliser des connaissances antérieures ou des connaissances antérieures standards, il s'engage à ce qu'elles soient identifiées dans son offre ou en toute hypothèse au fur et à mesure de l'exécution du marché, avant toute intégration et/ou utilisation d'une connaissance antérieure ou d'une connaissance antérieure standard non prévue dans l'offre.

Le titulaire précise l'ensemble des éléments nécessaires à l'utilisation des connaissances antérieures et connaissances antérieures standards par la CCI. Pour les connaissances antérieures standards, il précise en outre :

- les informations relatives au donneur de licence ;
- les conditions de la licence ;
- pour les connaissances antérieures standards logicielles sous licence propriétaire, les conditions de maintenance corrective, adaptative et évolutive ;
- pour les logiciels standards sous licence propriétaire qui seraient difficilement remplaçables, les mesures le cas échéant mises en place pour préserver les droits de l'acheteur (séquestre des codes sources par exemple).

A défaut d'identification expresse en tant que connaissance antérieure (standard ou non) dans l'offre ou en cours d'exécution, tout élément livré en exécution du marché est réputé être un résultat.

Dans cette hypothèse, le titulaire peut choisir de remplacer l'élément concerné à ses frais afin qu'il soit compatible avec le régime des résultats. Le titulaire, en sa qualité de professionnel, est seul responsable de l'analyse et du respect du régime juridique des connaissances antérieures et des connaissances antérieures standards qu'il intègre dans le cadre du marché.

L'autorisation d'utiliser les connaissances antérieures est comprise dans le prix du marché.

Au cours de l'exécution du marché, le titulaire ne peut utiliser ou incorporer, sans l'accord préalable de la CCI, des connaissances antérieures nécessaires à la réalisation de l'objet du marché qui seraient de nature à limiter ou à rendre plus coûteux l'exercice des droits afférents aux résultats.

Le titulaire ne peut utiliser les connaissances antérieures de la CCI que dans le cadre de l'exécution du marché et s'engage à ne pas divulguer les informations confidentielles contenues dans ces connaissances antérieures.

Si le titulaire envisage au cours de l'exécution du marché d'utiliser une connaissance antérieure standard non listée dans son offre, il doit obtenir l'accord préalable de la CCI.

Les droits d'utilisation sur les connaissances antérieures standards s'appliquent dans les conditions de leur licence, telle qu'acceptée par la CCI.

Le prix de cette licence est compris dans le montant du marché pour les utilisations prévues dans le cadre du marché et pour la durée du marché.

14.2 Régime des résultats

Conformément aux articles 46.2.1 1° et 2° du CCAG-TIC, compte tenu de leur nature, les résultats font l'objet d'une cession à titre exclusif.

Les données intégrées ou générées dans le cadre du présent marché sont confidentielles et appartiennent exclusivement à la CCI. Le titulaire dispose d'un accès aux données dans le cadre de l'exécution du présent marché aux seules fins de son exécution. Le titulaire s'interdit d'en faire un quelconque usage, direct ou indirect, en dehors des prestations du présent marché, sauf autorisation préalable et expresse de l'acheteur.

14.3 Droits du titulaire

Conformément à l'article 46.3 du CCAG-TIC, les modalités de calcul de la redevance prennent en compte le coût réel de tout ou partie des résultats, supporté initialement par la CCI. Le dialogue s'engage alors entre les parties sur cette base.

14.4 Exercice des droits de la CCI

Conformément à l'article 46.4 et suivants du CCAG-TIC, pour permettre à la CCI d'exercer les droits qui lui sont accordés au titre du marché, le titulaire livre spontanément et au fur et à mesure de l'exécution des prestations, l'ensemble des éléments nécessaires à cet exercice, ainsi que leurs mises à jour ou évolutions au cours du marché.

De manière générale, le titulaire ne peut opposer ses droits ou titres de propriété intellectuelle ou ses droits de toute autre nature à l'utilisation des résultats et des connaissances antérieures, lorsque celle-ci est conforme aux besoins d'utilisation applicables au marché.

Le titulaire ne peut notamment opposer aucun droit portant sur l'apparence graphique, les enchaînements et intitulés de menus ou de commandes qui seraient de nature à limiter les besoins d'évolution, d'adaptation, de traduction ou d'incorporation des résultats à des fins notamment d'interopérabilité avec d'autres systèmes et logiciels.

Le titulaire autorise la CCI à extraire et réutiliser librement les bases de données incluses dans les résultats, notamment en vue de la mise à disposition des informations publiques à des fins de réutilisation à titre gratuit ou onéreux.

En cas de cessation du marché pour quelque cause que ce soit, la CCI conserve les droits d'utilisation applicables au marché.

La CCI a la possibilité de sous-céder, sous-licencier ou de sous-traiter la mise en œuvre des résultats, connaissances antérieures et connaissances antérieures standards pour son propre compte, dans les limites de l'objet du marché.

La CCI peut librement publier les résultats sous réserve des éventuelles obligations de confidentialité fixées par les documents particuliers du marché et que cette publication ne constitue pas une divulgation au sens du droit de la propriété industrielle. L'existence de restrictions au droit de publier les résultats ne fait pas obstacle à la publication d'informations générales sur l'existence du marché et la nature des résultats.

Les limites au pouvoir de publication ne s'opposent pas à la possibilité, pour la CCI, pour la mise en œuvre de leurs droits, de communiquer à un tiers ces résultats, en tout ou partie, dans le respect de l'article 5.1 du CCAG-TIC.

Toute publication doit mentionner le nom du titulaire et des auteurs.

Les parties s'informent mutuellement des modifications qu'elles souhaitent opérer sur les résultats afin de recueillir les observations utiles de l'autre partie. Elles s'accordent la libre disposition des modifications mineures et des corrections apportées aux résultats.

ARTICLE 15

PROBITE

La CCI est engagée dans la lutte contre les atteintes à la probité et porte une attention particulière à ce que les prestataires avec lesquels elle contracte partagent les mêmes valeurs et principes d'intégrité. Lesdits prestataires doivent également s'engager à lutter contre toute forme d'atteinte à la probité caractérisée par tout comportement susceptible d'être qualifié de corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêt, concussion, favoritisme, détournement de fonds publics.

En qualité de candidat au cours de la consultation, comme au cours de l'exécution du marché en qualité de titulaire, les agissements de l'opérateur économique ne doivent pas donner lieu à des comportements ou faits contraires à la réglementation en vigueur. Le titulaire, ses filiales, et, ses représentants, mandataires sociaux, dirigeants et salariés respectifs déclarent ne pas être visés dans une procédure pour l'un des faits précités.

A cet effet, le titulaire conduit ses activités conformément aux principes d'éthique et d'équité et s'engage à mettre en œuvre, au regard, de la taille et de la structure de son entreprise, l'ensemble des mesures nécessaires destinées à détecter et prévenir les risques de corruption, tant au sein de son organisation, qu'à l'égard de ses sous-traitants.

Le titulaire s'engage à respecter la loi n°2016-1691 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (dite loi Sapin II).

Le titulaire déclare qu'il a pris toutes les mesures nécessaires (procédures, codes de conduite par exemple) afin de prévenir toute violation de ces lois et réglementations relatives à la lutte contre les atteintes à la probité.

En outre, le titulaire prend également toute mesure nécessaire pour prévenir et détecter toute situation susceptible de compromettre l'exécution impartiale et objective du présent marché.

Le titulaire prend pour lui-même et vis-à-vis de ses personnels toute mesure utile pour éviter que des situations de conflit entre les missions confiées au titre du marché et d'autres intérêts influencent ou soient susceptibles d'influencer indûment la façon dont sont effectuées lesdites missions, ou ne soit consenti ou recherché un avantage illégal quelconque, financier ou en nature, né de l'attribution et/ou de l'exécution du présent marché.

Le titulaire s'engage à informer immédiatement La CCI de toute mise en examen ou mesure équivalente, ainsi que de toute condamnation - en première et, le cas échéant, dernière instance - prononcée à son encontre ou à l'encontre d'une personne agissant pour leur compte sur la base d'un délit constituant une atteinte à la probité.

ARTICLE 16

DÉROGATIONS AU CCAG-TIC

Application des dispositions du CCAG-TIC sauf clause contradictoire intégrée dans le présent document.

Article CCAP	Article CCAG-TIC
9 - Pénalités	14 – Pénalités 50 – Résiliation pour faute du titulaire
3 – Durée du marché	51 – Résiliation du motif d'intérêt général